



RAPPORT ANNUEL 2016



NOUVELLE VISION :

AMELIORER L'EFFICACITE PRODUCTIVE DES ENTREPRISES

Depuis 1998, notre métier de spécialistes de leasing nous a permis d'avoir accès à des personnes de très grande qualité et, fort de leur confiance, de jouer un rôle important dans la vie de leurs entreprises.

Les dirigeants d'entreprises et des PME, les Praticiens des professions libérales et les Artisans, ont en effet, fait confiance à Fidelis Finance pour financer leurs projets de croissance.

D'année en année, nous avons construit une relation de partenariat fondée sur un pacte de fidélité. Capital précieux, cette marque de confiance nous oblige à nous renouveler pour nous adapter continuellement à leurs besoins.

C'est pourquoi, nous avons souscrit à une stratégie axée sur le triptyque suivant :

- ☑ Renforcer nos capacités : avec l'arrivée dans le capital social des actionnaires de référence comme la BOAD, la BIDC, le FSA, le FBDES, GROUPE SUNU et AfriCapital Partners en plus de la conclusion de nouveaux partenaires sur le plan international avec entre autres, la BAD, ResponsAbility... ;
- ☑ Elargir notre horizon : par un enrichissement et une extension de notre offre de services financiers aux Entreprises et de notre réseau avec la création de Fidelis Finance Côte d'Ivoire ;
- ☑ Mieux servir : offrir une prestation de qualité, en maintenant nos clients et nos partenaires au cœur de toutes nos stratégies quel qu'elles soient.

Fidelis Finance, c'est permettre aux entrepreneurs d'élargir plus l'horizon de leurs possibilités et saisir de nouvelles opportunités pour encore développer leur Entreprise.

MR. ABDOULAYE KOUAFILANN SORY
Administrateur-Directeur Général

SOMMAIRE

I. GOUVERNANCE	4
1.1. Le Conseil d'Administration	4
1.2. Le Comité de Direction	5
1.3. L'Audit et le Commissariat aux comptes	5
DONNÉES CLÉS	6
II. VISION, MISSION, OBJECTIFS ET VALEURS	8
2.1. Vision	8
2.2. Mission	8
2.3. Objectifs majeurs	8
2.4. Valeurs	8
III. LE MOT DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL	9
IV. RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE	10
4.1. Pilotage de la RSE	10
4.2. Engagement sociétal de Fidelis Finance: Activités de mécénat	11
V. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE	12
5.1. Activités des organes sociaux	12
5.2. Activités de Contrôles	12
5.3. Evolution de l'Exploitation et de l'Activité de financement	13
5.3.1. Recouvrement	13
5.3.2. Activité de Production	13
5.3.3. Rating du portefeuille	14
5.3.4. Respect du Dispositif Prudentiel	16
5.3.5. Funding et Gestion des Engagements	16
5.3.6. Etats Financiers	16
5.3.7. Conclusions et Perspectives	17
VI. LETTRE DE CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	18
6.1. Rapport général	18
6.2. Rapport spécial	19
VII. BILANS - COMPTE DE RESULTAT	20
7.1. Bilans comparés des deux derniers exercices	20
7.2. Résultats comparés des deux derniers exercices	20
7.3. Tableau d'analyse des résultats	21
7.4. Note sur les Etats Financiers	22
VIII. RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 MARS 2017	25
IX. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	27



GOUVERNANCE

1.1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Membre de

– (*) Comité Exécutif de Crédit – (**) Comité des Rémunérations – (***) Comité Audit et Conformité

1.2. LE COMITE DE DIRECTION

M. Abdoulaye Kouafilann SORY	Directeur général
Mlle Joëlle D. PITROIPA	Secrétaire Général*
Mme Floriane BOUGOUMA	Directeur des Engagements et Gestion des Risques
M. Seydou DIARRA	Directeur Marketing et Développement du Portefeuille
M. Anselme SANOU	Sous-directeur Comptabilité, Finances et Moyens
M. Abdel Kader ZAMTAKO	Responsable du Bureau de Bobo
M. H. Claude Stéphane KADJO	Directeur de la succursale Fidelis Finance Côte-d'Ivoire

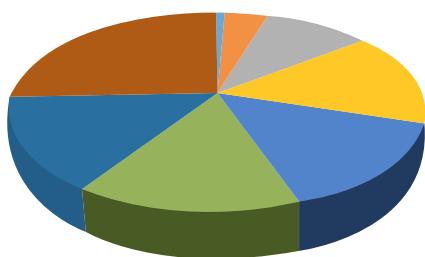
* Depuis Septembre 2017

1.3. AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

Audit et Contrôle Interne	M. Cheikh H BAILE
Commissaires aux comptes	
• Titulaire	Cabinet d'Audit Financier et d'Expertise Comptable Komboïgo et Associés (CAFEC-ICA)
• Suppléant	Cabinet d'Audit et de Conseil du Sahel (CACS)



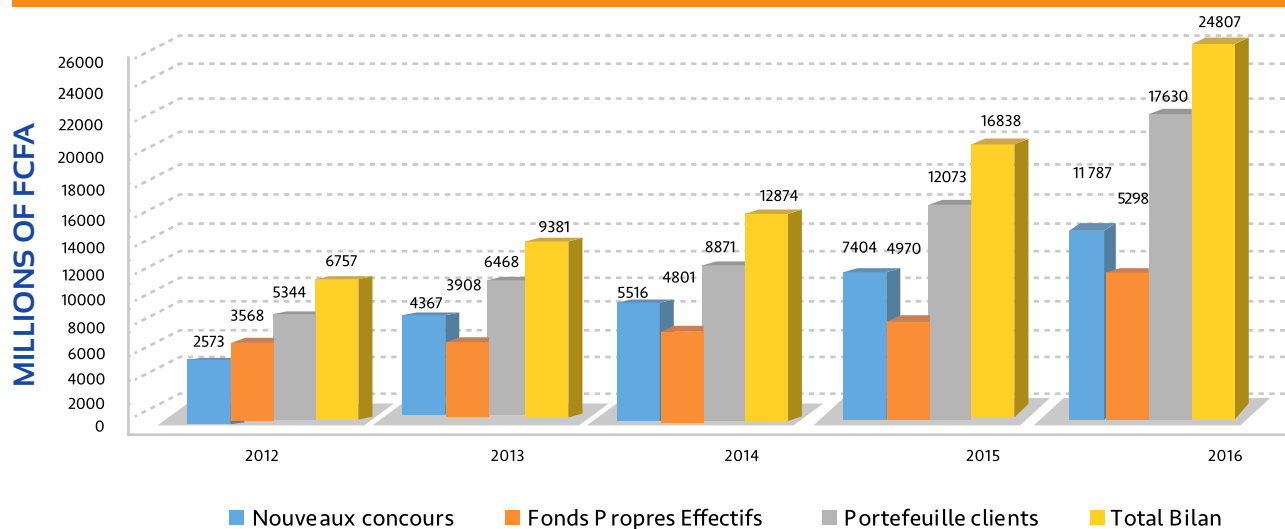
DONNEES



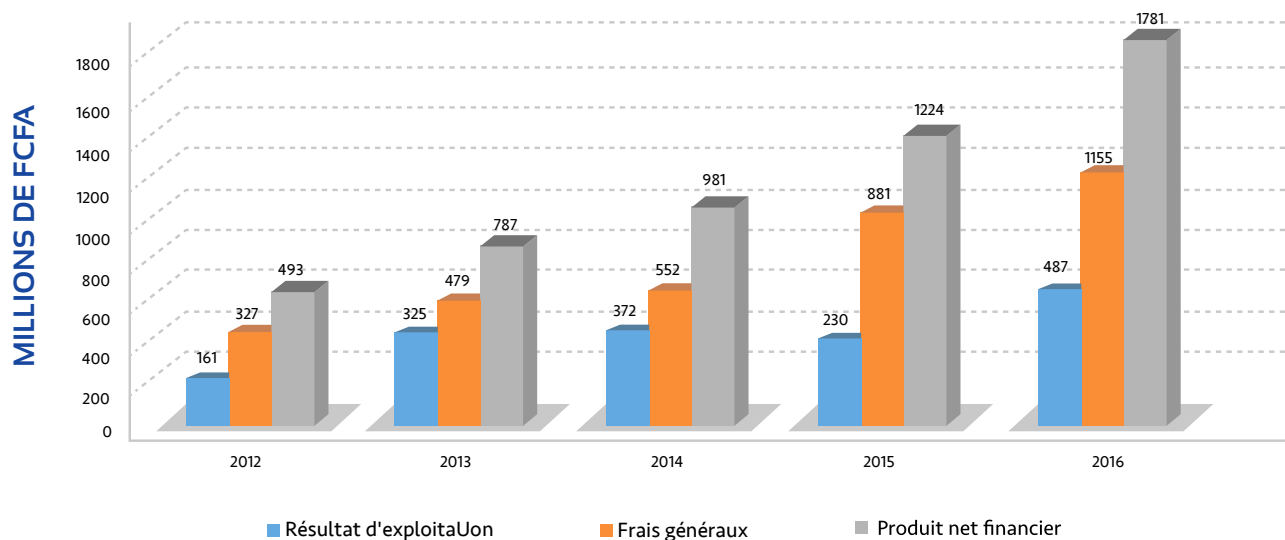
- Personnes physiques (incluant staff), 0,66%
- Autres personnes morales (incluant Concessionnaires), 3,80%
- Groupe SUNU Assurances, 10,02%
- Fonds de Solidarité Africain (FSA), 15,00%
- Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), 15,00%
- Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), 15,00%
- Fonds Burkinabé de Développement Economique et Social (FBDES), 15,00%
- AfriCapital Partners, 25,53%

STRUCTURE DU CAPITAL

INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE 2012-2016



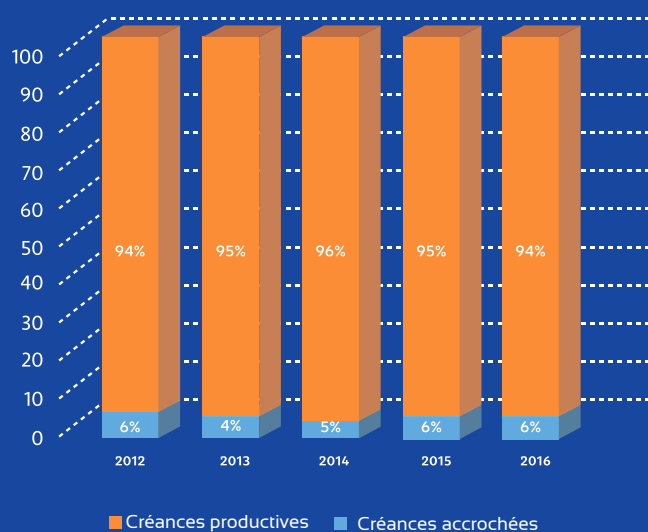
INDICATEURS DE PERFORMANCE 2012-2016



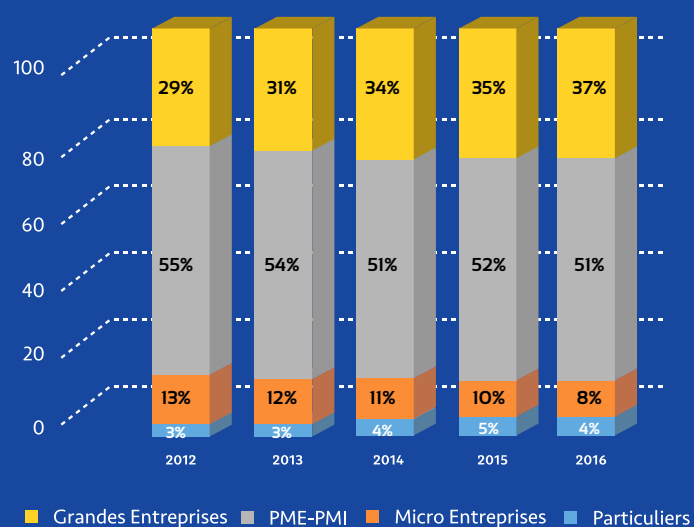
Solutions Leasing

Aspirez à mieux
nous finançons
vos équipements
productifs

QUALITE DU PORTEFEUILLE



REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR CATEGORIE DE CLIENTELE





VISION, MISSION, OBJECTIFS ET VALEURS

2.1.VISION

Créer de la valeur et assurer le bien-être.

2.2.MISSION

Forts de notre savoir-faire et de notre savoir être, rendre les entreprises davantage compétitives, à travers notre offre de services financiers innovants.

2.3.OBJECTIFS MAJEURS

Fidelis Finance s'est fixé six objectifs spécifiques afin de construire une marque évocatrice de richesses et de bien-être. Il s'agit de :

- ☑ Accroître le niveau de concours clients à 50% l'an ;
- ☑ Accroître le profit de la société à 30% l'an ;
- ☑ Maintenir une amélioration continue de la qualité du portefeuille ;
- ☑ Tripler la valeur de la société dans les cinq prochaines années ;

- ☑ Réaliser un Taux de Rentabilité Interne (TRI) supérieur à 5% du coût du capital ;
- ☑ Conduire une politique de gestion de carrière des employés de qualité, de sorte à assurer une amélioration continue de la qualité de ses prestations aux clients.

2.4.VALEURS

Les principes fondamentaux de l'entreprise face à ses objectifs sont:

- ☑ Le travail en équipe, aux côtés de l'excellence et du leadership ;
- ☑ La Responsabilité des équipes à exercer leurs activités avec compétence et conscience ;
- ☑ Le professionnalisme et la conformité dans le respect des clients, des procédures et des délais.

Ces valeurs sont renforcées par les principes directeurs ci-après : **le Respect, le Challenge, l'Adaptation, le Pragmatisme.**



LE MOT DU PRESIDENT & DU DIRECTEUR GENERAL



MR. BRAHIM ANANE
Président du Conseil
d'administration

Depuis plusieurs années, fidelis finance, grâce à ses valeurs d'intégrité, de discipline et de professionnalisme, de la qualité de son capital humain et de la solidité de son actionnariat, participe à l'animation et l'évolution de la vie économique de ses pays d'implantation.

Fort de son expérience pertinente en leasing, plusieurs acteurs de l'économie nous accordent aujourd'hui leur confiance, en nous permettant de les accompagner dans la réalisation de leur projet d'investissement.

Ainsi, depuis sa création, fidelis finance a contribué au lancement et/ou au développement de plus de 1 803 entreprises ou PME burkinabè (et ivoiriennes depuis 2015) dont certaines, aujourd'hui, constituent des modèles de réussite dans leur secteur d'activité, tant sur le plan national qu'international.

Au fil des exercices, notre pacte de fidélité et notre sens élevé du dévouement et de la responsabilité envers nos partenaires a permis de tisser des relations solides avec notre clientèle et de lui offrir toujours plus d'innovations.

fidelis finance, c'est le partenaire sûr, l'accompagnement idéal pour accéder et assurer la croissance sans faille de votre entreprise.



**MR. ABDOULAYE
KOUAFILANN SORY**
Administrateur
Directeur général





4.1. NOTRE DEMARCHE RSE

Notre société a adopté en juin 2013, son Système de Gestion Environnementale et Sociale. Complétant nos outils de bonne gouvernance, ce système permet d'assurer une gouvernance d'entreprise responsable. Il est composé de :

- Une déclaration de politique environnementale et sociale (fichier téléchargeable) ;
- Une procédure d'identification et de gestion des risques environnementaux et sociaux ;
- Une liste des exclusions, des guides d'identification des risques environnementaux et sociaux, ainsi que des modèles de rapports et de reporting.

L'adoption de cet outil complète la démarche RSE de Fidélis Finance qui se décline en cinq (5) axes :

1. Financer la croissance économique et sociale,
2. Préserver l'environnement et contribuer à la préservation des droits des mineurs,
3. Améliorer le taux d'accès des PME aux financements bancaires
4. Promouvoir le bien être en nous engageant, auprès de nos communautés,
5. Développer les compétences et promouvoir des valeurs d'éthique professionnelles.

Pour réaliser ses objectifs majeurs, notre société s'est engagée à :

- 1) Financer les projets d'investissement des entreprises : En effet, 75% de nos concours portent sur l'investissement et 95% de notre portefeuille représentent les crédits aux entreprises. Par cet apport, Fidélis Finance contribue à la création des richesses et des emplois, et partant de là, au développement d'une économie durablement résiliente.
- 2) Œuvrer pour un meilleur accès des PME aux produits bancaires. Depuis une vingtaine d'années, Fidélis Finance travaille pour le développement des produits financiers et des solutions innovantes adaptés aux besoins des PME, comme le crédit-bail et l'affacturage.

Les 65% de nos concours chaque année, bénéficient aux PME.

- 3) Veiller à réduire l'impact négatif de nos financements sur l'environnement, par la mise en œuvre d'une politique de gestion environnementale et sociale, et le développement d'une culture du respect de l'environnement chez nos collaborateurs et notre clientèle.
- 4) Contribuer au développement du bien-être de notre communauté. L'engagement sociétal de Fidélis Finance trouve sa traduction concrète par des actions citoyennes menées en faveur des :
 - Hôpitaux : dons de lits et de couveuses (Bobo et Ouaga) ;
 - Ecoles primaires : construction de latrines (cas de Guisma) ;
 - Ecoles techniques : mobilisation des ressources pour financer de nouvelles filières professionnelles (cas du Lycée de la Jeunesse et Aube Nouvelle ex. ISIG)
- 5) Assurer à nos collaborateurs les conditions d'une bonne acquisition de savoir-faire et de savoir-être, capable d'assurer une interaction entre toutes les parties prenantes de l'entreprise, basée sur le respect des règles d'éthiques, des processus et garantissant des exigences de santé, de sécurité et le bien-être au travail.

L'adoption de bien d'autres outils de bonne gouvernance, dont un code de bonnes pratiques d'éthique et de déontologie professionnelles, est l'un des atouts de cet engagement.

La Direction Générale

4.2. ACTIVITES DE MECENAT

Visite de courtoisie



Avec le Moshonaba



Avec le Chef de canton de BOBO



Avec El Hadji Barro



Avec le Moshonaba



Reunion du Conseil d'administration



Remise des Lits Hospital de BOBO

Hôpital Pediatrique Charle De Gaulle



Visite pediatrique



Remise de couveuses



Remerciement du Pr. Diarra YE



Avec le corps medical de la pediatrie



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames,

Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le Conseil d'Administration est heureux de faire, par le biais de ce rapport, le point de la situation de votre société arrêtée au 31 décembre 2016. Ce rapport est organisé en quatre grandes parties couvrant les aspects principaux relatifs aux points sur le fonctionnement des Organes de la société, au développement des activités et à la présentation des performances enregistrées.

5.1. ACTIVITE DES ORGANES SOCIAUX

Dans le prolongement des innovations introduites en 2013, les actions de renforcement de la gouvernance d'entreprise ont été intensifiées. La dynamique enregistrée dans le fonctionnement des organes de décisions a induit de bonnes performances dans l'activité de production de l'établissement.

Les organes sociaux se sont réunis régulièrement l'exercice écoulé, ce qui a permis de prendre les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'Etablissement. Ainsi, durant la période sous revue, il s'est tenue le 18 avril, une assemblée générale ordinaire des actionnaires pour adopter les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2015.

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux (2) fois au cours de l'exercice :

- ☑ le 18 avril, en sa 50ème session pour examiner et approuver les comptes arrêtés au 31 décembre 2015, ainsi que l'évolution de l'activité de l'Etablissement au 31 mars 2016.
- ☑ le 27 octobre, pour procéder à l'examen de l'évolution de l'activité au 30 septembre, l'examen et l'adoption du plan d'affaires 2017-2021 et les projets subséquents audit plan d'affaires quinquennal.

5.2. ACTIVITE DE CONTROLE

■ CONTRÔLES INTERNES ET EXTERNES

Les activités de contrôle interne de l'année 2016 ont été réalisées conformément aux dispositions conjointes de la circulaire

n°003-2011/CB/C du 04 janvier 2011 portant réorganisation du contrôle interne des Etablissements de crédit et de la charte d'Audit et contrôle interne de Fidelis Finance.

En application de ces textes, au cours de l'exercice 2016, le contrôle interne a produit les rapports requis. Ces rapports ont été régulièrement transmis aux autorités de contrôle à bonne date. En outre, le contrôle a produit entre autres des rapports sur l'audit de la succursale, le respect des procédures d'octroi de crédit et la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux.

Le Commissaire aux Comptes titulaire, le cabinet CAFEC-KA, a effectué une mission de vérifications au sein de l'Etablissement. Elle s'est déroulée du 15 février au 11 avril 2016 et a permis de mener les travaux de certification des comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

Egalement, une seconde mission de vérification a été effectuée à partir de l'avant dernière semaine de décembre à l'effet de mener les travaux de certification des comptes arrêtés au 31 décembre 2016.

■ COMITE D'AUDIT ET DE CONFORMITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à ses attributions, le Comité a conduit ses diligences à travers :

- ☑ Un entretien avec le Directeur Général sur la vie de la Société, ses activités, le suivi de mise en œuvre des constations ou recommandations des organes de contrôle ;
- ☑ La revue des rapports de contrôle interne, des réactions de l'Etablissement suite aux lettres de recommandations formulées par les différentes sessions de la Commission Bancaire, les rapports sur le contrôle du Commissaire aux comptes, les procédures en vigueur au sein de l'Etablissement ;
- ☑ Un entretien avec le Contrôleur Auditeur Interne sur ses méthodes de vérification et les raisons des constations faites par le Commissaire aux comptes.

■ MISSIONS DE SUIVI EXTERNES ET PARTENARIAT

Dans le courant de la période sous-revue, l'Etablissement a accueilli en son sein les missions importantes suivantes :

- ☑ BAD (avril) : mission de supervision de la ligne de crédit du 20 au 22 avril et 28 avril 2016 ;
- ☑ BOAD (16 août) : mission de suivi et notation du portefeuille dans le cadre de l'accord-cadre de refinancement ;
- ☑ BOAD (du 18 au 26 août) : mission de supervision de la quatrième ligne de refinancement ;
- ☑ Responsibility (22 avril) : mission de supervision de la ligne de crédit de 3 000 millions ;
- ☑ Symbiotics (mai) : dans le cadre des négociations pour la mise en place d'une ligne de refinancement.

5.3. EVOLUTION DE L'EXPLOITATION ET DE L'ACTIVITE DE FINANCEMENT

Au regard des ambitions et des objectifs stratégiques fixés dans le Business plan 2017-2021, deux principales priorités ont été fixées pour l'atteinte des objectifs :

- ☑ Renforcer l'efficacité du recouvrement ;
- ☑ Accélérer les activités commerciales et la production.

Les activités menées dans le courant de l'exercice ont porté sur ces deux niveaux de priorité.

5.3.1. RECOUVREMENT

Au titre des créances en gestion contentieuse dont l'encours au 31/12/2015 s'établissait à 390 millions, un montant de 35 millions a été recouvré au 31/12/2016 pour un objectif annuel de 150 millions, soit un taux de réalisation de 24%. Toutefois, l'année 2016 a enregistré la condamnation par le biais du CAMC-O de plusieurs clients, l'attribution d'un immeuble à hauteur de 25 millions au profit de Fidelis Finance, l'inscription d'une sûreté réelle immobilière forcée d'environ 64 millions au profit de l'Etablissement et la saisie de matériel financé à hauteur de FCFA 28,5 millions.

5.3.2. ACTIVITE DE PRODUCTION

Au total en 2016, 142 projets approuvés ont fait l'objet de la signature d'un contrat pour un montant de 9 729 millions (67% des montants approuvés), contre respectivement 79 et 6 585 millions en 2015. Les produits de leasing et de Factoring/Crédit Court Terme représentent 64% du montant des projets ayant fait l'objet de signature de contrat, soit respectivement 51% et 13%.

Tableau : Evolution comparée des projets approuvés avec contrats signés (données en millions de FCFA)

	RÉALISATIONS				VARIATION MONTANTS		
	2015		2016		Variation	Parts en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	2015/2016	2015	2016
A1. CREDIT/LEASING AUTO	20	4 791	66	4 913	3%	72%	51%
A2. CREDIT/LEASING EQUIP	6	217	15	2 424	1017%	3%	25%
A3. CREDIT/LEASING IMMOBILIER	6	189	1	500	165%	3%	5%
A4. CREDIT SALARIE	3	16	18	197	1131%	1%	2%
A.5 FACTORING/CREDIT CT	42	1 344	39	1 313	-2%	20%	13%
A.6. CAUTIONS	2	28	3	382	1264%	1%	4%
TOTAL	79	6 585	142	9 729	48%	100%	100%

Le montant des productions de 2016 est de 11 787 millions contre 7 404 millions une année plus tôt. Il porte sur 128 projets contre 143 en 2015 et se répartit comme suit :

Tableau : Evolution comparée des productions par produit (données en millions de FCFA)

Nouvelles productions par produits	Exercices			Evolution		Parts dans le secteur		
	2016	2015	2014	2016/2015	2014/2013	2016	2015	2014
Leasing	7 058	3 310	1 875	113%	77%	60%	45%	34%
Crédit	3 550	1 873	2 261	90%	-17%	30%	25%	41%
Affacturation et court terme	1 179	2 221	1 379	-47%	61%	10%	30%	25%
Total	11 787	7 404	5 515	59%	34%	100%	100%	100%

En 2016, 60% des productions portent sur le leasing, 30% sur le crédit, et 10% sur l'affacturation et les autres financements court terme.

Au cours de l'année 2016, le taux des approbations a été de 90% contre 72% une année plus tôt. Au total, 168 projets ont été approuvés pour une valeur totale de 13 007 millions, contre respectivement 145 et 9 871 millions en 2015. La répartition de ces approbations se présente comme suit :

Tableau : Evolution comparée des approbations par produit (données en millions de FCFA)

PRODUITS	RÉALISATIONS				VARIATION MONTANTS		
	2015		2016		Variation	Parts en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant		2015	2016
Leasing	42	5 526	49	6 622	20%	56%	51%
Crédit	57	2 757	48	3 383	23%	28%	26%
Affacturation / Court Terme	41	1 541	65	2 609	69%	15%	20%
Caution	5	47	6	393	736%	1%	3%
Total	145	9 871	168	13 007	32%	100%	100%

5.3.3. RATING DU PORTEFEUILLE

5.3.3.1. Evolution du portefeuille

Comparativement au 31/12/2015, l'exercice 2016 a connu une progression du portefeuille.

Rating du Portefeuille

	2015	2016	VARIATIONS
			2016 - 2015
Court Terme	1 542	1 718	11,41%
Moyen Terme	3 599	6 431	78,69%
Long Terme	1 579	1 436	-9,06%
Crédit-bail & assimilés	4 980	7 555	51,70%
Créances en souffrance	373	490	31,36%
dont : Crédit-bail	155	220	41,93%
TOTAL CREDITS BRUTS	12 073	17 630	46,03%
Provisions sur créances en souffrance	35	60	71,42%
dont : Crédit-bail	22	32	45,45%

Le total des crédits bruts à la clientèle est passé de 12 073 M au 31/12/2015 à 17 630 M au cours de la période sous revue, soit une augmentation de 46,03%, 5 557 M en montant.

5.3.3.2. Qualité du portefeuille

Le système de notation interne est bâti sur le mix de plusieurs critères dont l'appréciation

de l'activité du client, celui de ses concurrents, l'évaluation de ses performances financières, sa solvabilité et enfin l'historique de sa relation avec Fidelis Finance Burkina Faso.

Le rating du portefeuille de l'Etablissement donne la structure suivante :

Tableau rating comparés du portefeuille

NOTES	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Explications
A	58%	83%	84%	83%	85%	87%	Situation normale
B	15%	11%	9%	10%	7%	7%	Clients sous surveillance
C	7%	2%	2%	2%	3%	2%	Clients sous surveillance rapprochée
D	5%	1%	1%	2%	2%	2%	Situation préoccupante
E	15%	3%	4%	3%	3%	2%	Perte probable
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	

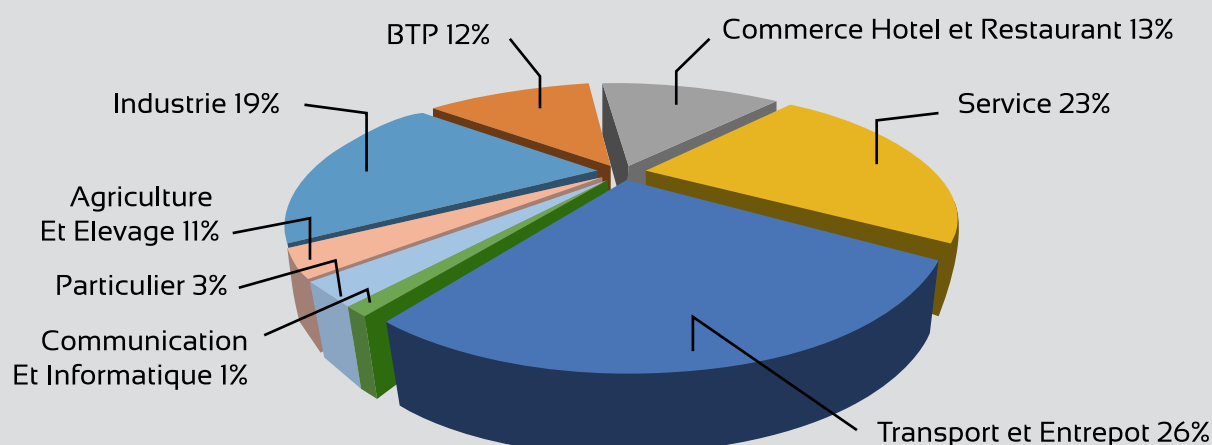
Globalement la part des concours non performants (D+E) ressort à 4%, avec une amélioration depuis 2011 où elle représentait 20% du portefeuille.

5.3.3.3. Répartition sectorielle (DRS)

La majorité du stock des financements est injectée dans les secteurs du Transport et

Entrepôt et des Services pour respectivement 26% et 23%. Les secteurs Industries, Commerce Hôtel et Restaurant et de BTP représentent respectivement 19%, 13% et 12% du portefeuille. Les créances sur le secteur des Particuliers ressortent à 3% au même titre que celle sur le secteur Agriculture et Elevage contre 1% pour le secteur Informatique et Télécommunication

PORTEFEUILLE PAR SECTEUR



5.3.4. RESPECT DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Sur la base des données au 31 décembre 2016, les états de calcul des principaux ratios font ressortir une amélioration des ratios de gestion. Ainsi :

- ☑ Les fonds propres de base passent de 4 724 millions à décembre 2015 à 5 022 millions au 31 décembre 2016 pour une norme réglementaire de 3 000 millions ;

L'Etablissement au 31 décembre 2016 respecte l'ensemble de la batterie des ratios relatifs aussi bien à la réglementation des opérations qu'aux normes de gestion.

5.3.5. FUNDING ET GESTION DES ENGAGEMENTS

■ REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS



Au 31 décembre 2016, l'Etablissement a honoré tous les engagements pris avec ses partenaires que sont aujourd'hui la BOAD, la BAD, ResponsAbility et les banques de la place au Burkina et en Côte d'Ivoire. L'encours total des emprunts au 31 décembre 2016 s'élève à 13 395 millions.

■ FUNDING ET RENEGOCIATION DES EMPRUNTS.

Durant la période sous-revue, l'Etablissement a mobilisé les ressources suivantes :

- ☑ Divers crédits moyens termes d'un montant de 3 500 millions et des facilités de caisse à hauteur de 1 000 millions auprès des banques locales ;
- ☑ Mobilisation de 4 000 millions auprès de la BOAD au titre de la cinquième ligne;
- ☑ Mobilisation de 2 657 millions auprès de la ResponsAbility au titre de la convention de crédit.

Ainsi, sur la période sous revue, un montant total de 10 157 millions a été mobilisé.

5.3.6. ETATS FINANCIERS

Il ressort les principales évolutions ci-dessous :

Le total bilanciel de l'établissement s'est établi à 24 807 millions au 31 décembre 2016, en progression de 47,33% (+ 7 939 millions) par rapport à l'exercice précédent où il se situait à 16 838 millions.

ACTIF

■ OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES

D'un montant de 3 959 millions au 31/12/2016 contre 2 039 millions au 31/12/2015, elles sont essentiellement constituées de prêt aux établissements de crédit dont 1 050 millions de dépôts à terme.

■ OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Au titre de l'exercice 2016, les opérations avec la clientèle ont progressé de 35,14% à 10 379 millions, contre 7 680 millions un an plus tôt, signe d'un bon dynamisme commercial.

Les crédits ordinaires à court terme ont augmenté fortement de 40, 63% d'un exercice sur l'autre (de 987 en 2015 à 1 388 au 31/12/2016) ; les crédits à moyen terme ont un encours de 5 834 millions au 31/12/2016, en augmentation de 26,77% par rapport à 2015 ; le long terme a connu une augmentation soutenue, il passe de 1 004 millions en 2015 à 1 247 millions en 2016 soit une augmentation de 24,18%.

■ VALEURS IMMOBILISEES

Les opérations de crédit-bail et assimilées enregistrent une augmentation de 54,63% soit 4 670 millions à 7 221 millions à fin 2016.

PASSIF

■ OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES

Représentant les dettes interbancaires, elles passent de 8 466 millions en 2015 à 15 574 millions en 2016. Elles sont constituées au 31 décembre 2016 de dettes à vue pour un total de 2 179 millions et d'emprunts à terme (lignes de refinancement) à hauteur de 13 395 millions. Leur forte progression répond au besoin de ressources adéquates pour soutenir l'activité d'exploitation.

■ DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE

S'établissant à 3 098 millions au 31/12/2016 contre 2 345 millions au 31/12/2015, les dettes à l'égard de la clientèle représentent les dépôts de garantie reçus. A noter que leur progression est significative sur 2016 relativement à 2015 soit 32,11% reflétant la progression des crédits à la clientèle

Compte de résultat

En 2016, le résultat de l'exercice ressort bénéficiaire à 406 millions, contre 251 millions au 31 décembre 2015.

Charges

Le total des charges est de 4 280 millions en 2016 contre 2 837 millions en 2015, en progression de 50,86%.

■ CHARGES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES

Les charges d'intérêts liées aux emprunts interbancaires sont en augmentation de 40,97 %, passant ainsi de 440 millions en 2015 à 554 millions au 31 décembre 2016.

■ CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILÉES

Avec un niveau de 2 210 millions en 2016, elles ont connu une forte croissance comparativement à 2015 où elles se situaient à 1 272 millions.

■ FRAIS GENERAUX

De 881 millions en 2015, les frais généraux passent à 1 155 millions en 2016 soit une hausse de 30,42%. Cette hausse exceptionnelle est due aux nouvelles charges d'exploitation induites au niveau de la succursale.

Produits

D'un montant de 3 088 millions en 2015, les produits ont connu une hausse en 2016 à 4 686 millions soit 51,75%.

■ PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Ils sont en progression, corrélativement à l'évolution positive des concours à la clientèle, passant de 609 millions en 2015 à 743 millions en 2016, soit une progression de 22%.

■ PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILÉES

Au cours de l'exercice 2016, les produits sur crédit-bail et opérations assimilées ressortent à FCFA 3 782 millions contre un niveau de FCFA 2 209 millions en 2015, soit une augmentation de 71,28%.

Situation comparée des charges (données en millions de F CFA)

RUBRIQUES	RÉALISATIONS	
	EXERCICE 2016	EXERCICE 2015
Charges et intérêts assimilés	616	440
Charges sur crédit-bail ou opérations assimilées	2 210	1 272
Frais généraux d'exploitation	1 155	881
Autres charges	274	244
Total Charges	4 280	2 837

Situation comparée des produits (données en millions de F CFA)

RUBRIQUES	RÉALISATIONS	
	EXERCICE 2016	EXERCICE 2015
Intérêts et produits assimilés	786	638
Produits sur crédit-bail ou opérations assimilées	3 782	2 209
Produits généraux d'exploitation	14	52
Solde en bénéfice des corrections de valeurs sur créances et du hors-bilan	10	14
Autres produits	94	175
Total Produits	4 686	3 088

5.3.7. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

L'exercice 2016 se clôture avec un niveau de réalisation des objectifs satisfaisant :

- ☑ croissance en qualité de l'activité et des performances ;
- ☑ consolidation des fondamentaux et renforcement des outils de gouvernance.

Les priorités de l'année 2017 porteront entre autres sur l'intensification des actions et la consolidation des acquis, notamment l'assainissement du portefeuille, le renforcement des activités de financement de nouveaux projets, la poursuite des activités de recherche de ressources adéquates et la très prochaine mise en production du nouveau système d'information.

Tous les membres du Conseil d'Administration, la Direction Générale ainsi que l'ensemble du personnel de la société s'emploieront à poursuivre avec détermination les actions engagées.



LETTRÉ DE CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

6.1. RAPPORT GENERAL

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale des actionnaires et en application des dispositions des articles 711 à 714 de l'Acte Uniforme de OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport, suite aux contrôles et vérifications effectués sur les états financiers annuels de Fidelis Finance BURKINA FASO SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les comptes de la société sont établis par la Direction Générale de la société et arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de Fidelis Finance BURKINA FASO SA. Il nous appartient de porter à votre connaissance les informations suivantes :

- ☒ les contrôles et vérifications effectués sur les états financiers tels qu'ils sont présentés dans ce rapport avant leur arrêté par le Conseil d'administration ;
- ☒ les observations sur le contrôle des états financiers ;
- ☒ les irrégularités et les inexactitudes relevées à l'issue de nos travaux ;
- ☒ les conclusions auxquelles conduisent les observations et éventuelles rectifications y afférentes.

Nous avons procédé à l'examen des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces états financiers présentés en annexe du présent rapport se caractérisent par les données suivantes en millions de FCFA :

LIBELLÉ	MONTANTS INDIVIDUELS		MONTANT AGRÉGÉ
	Burkina	Côte d'Ivoire	
Total bilan	20 972	5 234	24 807
Fonds propres effectifs (Voir DEC 2060)	4 076	1 222	5 298
Résultat net	532	-126	406

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION DANS L'ETABLISSEMENT ET LA PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

La Direction est responsable de l'Etablissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les Etats Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève des jugements des commissaires aux comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, les commissaires aux comptes prennent en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriés en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Notre responsabilité est également de procéder aux vérifications spécifiques prévues par les lois et règlements régissant la vie des sociétés et le secteur bancaire.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION

Nous certifions que les comptes annuels de Fidelis Finance Burkina Faso SA et ceux de sa succursale Fidelis Finance Côte d'Ivoire arrêtés au 31/12/2016 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle, pour tous leurs aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

*Le Commissaire aux comptes,
Cabinet d'Audit Financier et d'Expertise Comptable
(CAFEC-KA)
Eddie Komboigo, Expert comptable*

6.2. RAPPORT SPÉCIAL

Conformément aux dispositions de l'article 432 de l'Acte Uniforme de OHADA relatif au droit des sociétés et du GIE, nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles ainsi que sur les remboursements

de frais de voyage au profit des membres du Conseil d'administration de Fidelis Finance Burkina Faso SA au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Aucune somme n'a été versée aux membres du conseil d'administration. Il n'a été procédé à aucun remboursement de frais aux administrateurs.

*Le Commissaire aux comptes,
Cabinet d'Audit Financier et d'Expertise Comptable
(CAFEC-KA)
Eddie Komboigo, Expert comptable*

Il nous appartient, conformément à l'article 440 du droit des sociétés et du groupement d'intérêt économique OHADA, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que toutes les indications, vous permettant d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé.

Au titre de 2016 et conformément aux articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme OHADA votre conseil d'administration ne nous a pas avisés de l'existence de telles conventions.

*Le Commissaire aux comptes,
Cabinet d'Audit Financier et d'Expertise Comptable
(CAFEC-KA)
Eddie Komboigo, Expert comptable*



Solutions Cautious

Aspirez à mieux
marché
garantie
paiement



BILANS - COMPTES DE RESULTAT

7.1. Bilans comparés des deux derniers exercices (en millions de F CFA)

CODE POSTE	ACTIF	EXERCICES		VARIATION
		2015	2016	
A10	CAISSE	1	3	2
A02	CRÉANCES INTERBANCAIRES	2 039	3 959	1 920
A03	• A vue	1 539	2 909	1 370
A04	• Banques Centrales	2	159	157
A05	• Trésor Public, CCP			
A07	• Autres établissements de crédit	1 537	2 750	1 213
A08	• A terme	500	1 050	550
B02	CRÉANCES SUR LA CLIENTELE	7 680	10 379	2 699
B10	• Portefeuille d'effets commerciaux			
B11	• Crédits de campagne			
B12	• Crédits ordinaires			
B2A	• Autres concours à la clientèle	7 680	10 379	2 699
B2C	• Crédits de campagne			
B2G	• Crédits ordinaires	7 680	10 379	2 699
B2N	• Comptes ordinaires débiteurs			
B50	• Affacturage			
C10	TITRES DE PLACEMENT	10	10	
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	54	37	-17
D50	CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILÉES	4 670	7 221	2 551
D20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	93	204	111
D22	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	670	701	31
E01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIÉS			
C20	AUTRES ACTIFS	1 272	1 955	683
C6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	349	338	-11
E90	TOTAL DE L'ACTIF	16 838	24 807	7 969

7.2. Résultats comparés des deux derniers exercices (en millions F CFA)

CODE POSTE	CHARGES	EXERCICES		VARIATION
		2015	2016	
R01	INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	440	616	176
R03	• Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	393	554	161
R04	• Intérêts et charges assimilées dettes à l'égard de la clientèle	47	62	15
R4D	• Intérêts et charges assimilées dettes représentées par un titre			
R5Y	• Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis subordonnés			
R05	• Autres intérêts et charges assimilées			
R5E	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILÉES	1 272	2 210	938
R06	COMMISSIONS	7	24	17
R4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES			
R4C	• Charges sur titres de placement			
R6A	• Charges sur opérations de change			
R6F	• Charges sur opérations de hors bilan			
R6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	52	39	-13
R8G	ACHATS DE MARCHANDISES			
R8J	STOCKS VENDUS			
R8L	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES			
S01	FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	881	1 155	274
S02	• Frais de personnel	347	465	118
S05	• Autres frais généraux	534	690	156
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	113	139	26
T6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		25	25
T01	EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX			
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1	0	-1
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	6	24	18
T82	IMPOTS SUR LE BÉNÉFICE	65	48	-17
T83	BÉNÉFICE	251	406	155
T85	TOTAL	3 088	4 686	1 598

CODE POSTE	PRODUITS	EXERCICES		VARIATION
		2015	2016	
V01	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	638	786	148
V03	• Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	27	43	16
V04	• Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	609	743	134
V5F	• Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement			
V5I	• Produits et profits sur prêts et titres émis subordonnés			
V05	• Autres intérêts et produits assimilés	2		-2
V5G	PRODUITS SUR CREDIT- BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	2 209	3 782	1 573
V06	COMMISSIONS	17	77	60
V4A	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES			
V4C	• Produits sur titres de placement			
V4Z	• Dividendes et produits assimilés			
V6A	• Produits sur opérations de change			
V6F	• Produits sur opérations de hors bilan			
V6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	79	11	-68
V8B	MARGES COMMERCIALES			
V8C	VENTES DE MARCHANDISES			
V8D	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES			
W4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	52	14	-38
X5I	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	14	10	-4
X6A	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN			
X0I	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX			
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	79		-79
X8I	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		5	5
X83	PERTE			
X85	TOTAL	3 088	4 686	1 598

7.3. Tableau d'Analyse des Résultats (en millions F CFA)

Données au 31/12/2016 (en millions F CFA)

	Global*		FIDELIS FINANCE BURKINA FASO					
RUBRIQUES	2016	2015	2016	2015	2014	2013	2012	2011
Produits sur opérations de Leasing	3 782	2 209	2 740	2 080	1 957	1 331	762	560
Amortissement nets des équipements de leasing	2 210	1 272	1 582	1 232	1 124	856	466	462
MARGE SUR OPÉRATION DE LEASING	1 572	937	1 158	848	833	475	296	98
Produits d'intérêts sur opérations de crédit	743	611	753	591	554	414	193	342
Autres produits d'exploitation	102	147	72	75	43	111	155	43
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	2 417	1 695	1 983	1 514	1 430	1 000	644	483
Charges financières nettes	679	499	625	467	474	233	203	148
Produits des placements	43	27	43	25	25	20	52	40
PRODUITS NETS	1 781	1 224	1 401	1 072	981	787	493	375
Charges de personnel	465	347	315	278	270	229	150	130
Autres charges d'exploitation	690	534	455	322	282	250	177	175
FRAIS GÉNÉRAUX	1 155	881	770	600	552	479	327	305
Donations nettes aux provisions sur risques clients						-57		
Donations nettes aux provisions sur dépréciation des titres							1	
Donations aux amortissements des valeurs immobilisées	139	113	59	76	54	40	4	8
Donations aux amortissements pour risques divers								
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	487	230	573	396	372	325	161	62
Autres gains ordinaires	15	93	10	93	621	64	323	1 016
Autres pertes ordinaires	49	7	2	7	84	46	6	10
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES AVANT IMPÔTS	453	316	581	482	909	343	478	1 068
Impôts sur les bénéfices	48	65	48	65	94	2	4	5
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES APRÈS IMPÔTS	406	251	532	417	815	341	474	1 063
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	406	251	532	417	815	341	474	1 063
Résultat par action (en unité de francs)	8 840	5 456	11 583	9 079	17 744	7 424	10 320	23 144

7.4. NOTE SUR LES ETATS FINANCIERS

7.4.1. METHODE D'ELABORATION ET DE PRESENTATION

7.4.1.1 Présentations des comptes

Les comptes annuels de la société sont établis selon les règles applicables aux Etablissements de Crédit de l'UMOA. Les comptes sociaux sont établis selon les mêmes méthodes d'évaluation et de présentation que l'exercice précédent. Cette note retrace l'évolution de la situation financière de Fidelis Finance-BF sur la période 2015/2016.

7.4.1.2 Conversion des comptes du bilan en devises

Les créances et dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en FCFA aux cours de change du 31 décembre 2016, cours communiqués par l'Agence Nationale de la BCEAO.

7.4.1.3 Rattachement des produits et charges à la période sous revue

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de séparation des exercices.

7.4.1.4 Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par secteur d'activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc. n'a pas subi de modification. Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme.

Le poste crédit-bail et opérations assimilées concerne la valeur nette comptable des biens corporels et incorporels sous contrat de leasing ou de location.

Les créances en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions nécessaires sont constituées conformément à la pratique bancaire.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans objet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

7.4.1.5 Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les biens à usage propre.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire ci-après :

Frais d'établissement	20%
Constructions	5 %
Matériel de transport	20 %
Aménagement-Installations	10 %
Mobilier et Matériel de bureau (selon nature)	20%
Matériel Informatique	33,33 %

S'agissant des biens sous contrat de leasing ou de location, ils sont évalués à leur coût historique et leurs amortissements sont calculés suivant la méthode linéaire sur la durée du contrat conformément aux termes de l'article 34 de la loi 008 de 2010 portant création de l'Impôt sur les sociétés.

7.4.2. NOTES EXPLICATIVES SUR LES PRINCIPALES RUBRIQUES

ACTIF

Le total bilan connaît une hausse de 7 969 millions, passant ainsi de FCFA 16 838 en 2015 à 24 807 FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 47,33%. L'accroissement du total bilan s'explique essentiellement, par l'augmentation des encours de crédit à la clientèle aussi bien en crédit ordinaire qu'en crédit-bail, lesquels encours ressortent respectivement à FCFA 10 379 et 10 379 en 2016 contre des niveaux de 7 680 et 4 670 une année plus tôt.

A02 - Créances interbancaires

Les créances interbancaires présentent au 31 décembre 2016 un solde de FCFA 3 959 millions contre FCFA 2 039 millions au 31 décembre 2015, soit une variation positive de FCFA 1 920 millions.

Ces créances interbancaires se décomposent comme suit :

Les créances à vue :

Elles regroupent les disponibilités détenues auprès de la Banque Centrale et des autres établissements bancaires. Le solde au 31 décembre 2016 est de FCFA 2 909 millions contre FCFA 1 539 millions en 2015.

Le détail est le suivant :

INTITULÉS	2016	2015
Banque Centrale	159	2
Banques Locales	447	268
Banques UMOA	2 303	1269
Total	2 909	1 539

Les créances à terme :

Elles se chiffrent à FCFA 1 050 millions au 31 décembre 2016. Il s'agit principalement de dépôts à terme constitués auprès de la BOA Burkina et ORABANK Burkina.

B02 - Créances sur la clientèle

D'un montant de FCFA 7 680 millions au 31 décembre 2015, les créances sur la clientèle se chiffrent à FCFA 10 379 millions en 2016, soit une hausse de FCFA 2 699 millions.

Ces créances regroupent les concours accordés à la clientèle détaillés comme ci-après :

INTITULÉS	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation +/-
Crédits ordinaires CT	1 388	987	401
Crédit moyen terme	5 834	4 602	1 232
Crédit long terme	1 246	1 004	242
Créances en souffrance	1 943	1 121	822
Provisions/ créance en souffrance	-32	-34	-2
Totaux	10 379	7 680	2 699

D1A - Immobilisations Financières

Le montant des immobilisations financières ressort à 37 millions. Il s'agit essentiellement des participations détenues par Fidelis Finance auprès d'autres sociétés et établissements financiers que sont la SOFIGIB pour un montant de FCFA 35 millions et SCIE à hauteur de FCFA 2 millions.

D50 - Crédit-bail et Opérations assimilées

Le poste de «Crédit-bail et opérations assimilées» est de FCFA 7 221 millions au 31 décembre 2016 contre un montant de FCFA 4 670 millions l'année précédente, soit une variation positive de FCFA 2 551 millions au cours de la période sous revue. L'analyse dudit poste fait ressortir une amélioration conséquente de la production en crédit-bail au cours de la période concernée.

INTITULÉS	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation +/-
Immobilisations en cours	26	20	6
Crédit- bail mobilier	13 000	8 663	4 337
Immobilisations non louées		65	-65
Totaux bruts	13 026	8 749	4 277
Amortissements Crédit-bail	-5 805	-4 078	-1 727
Montant Net	7 221	4 670	2 551

D20 - Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent des biens ou des droits n'ayant pas un caractère matériel : brevets, licences d'exploitation, marques, fonds commerciaux, logiciels informatiques, les frais d'établissements, etc. Elles passent de FCFA 93 millions au 31 décembre 2015 à FCFA 204 millions en 2016, soit une hausse de FCFA 111 millions. Cette hausse s'explique par l'acquisition de nouveaux logiciels ou en cours d'acquisition courant 2016.

D22 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées au bilan à la valeur d'acquisition, augmentée des investissements générant une plus-value, et diminuée des amortissements économiquement nécessaires. Les terrains ne font pas l'objet d'amortissements. Aussi, les amortissements s'effectuent de manière linéaire dès l'opérationnalité des immobilisations et reposent sur la durée fiscale.

Les immobilisations corporelles se chiffrent en 2016 à FCFA 701 millions contre FCFA 670 millions en 2015 soit une hausse de 4,63%. Cette hausse est essentiellement due aux nouvelles acquisitions réalisées sur la période.

C20 - Autres actifs

Le solde des « Autres actifs » se chiffre à FCFA 1 955 millions au 31 décembre 2016 contre un solde de FCFA 1 272 millions au 31 décembre 2015, soit une baisse de FCFA 683 millions. Ce poste se compose en grande partie d'opérations en attente de régularisation telles que les comptes de débiteurs divers, les comptes de créances rattachées et les frais de rejet, etc.

Le détail du compte se présente comme suit :

RUBRIQUES	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation
Créances rattachées CT, MT, Aff et DAT	516	169	347
Valeur non imputées	16	16	
Créances rattachées emprunts obligataires	1	1	
Débiteurs divers	487	533	-46
Valeur à l'encaissement	5	54	-49
Dépôt et cautionnement	5	5	
Créances rattachées crédit-bail	313	311	2
Créances impayées ou immobilisées	552	166	386
Créances douteuses ou litigieuses	93	83	10
Provisions sur créances en souffrance	-75	-66	-9
Total	1 955	1 272	683

C6A - Comptes d'ordre et divers

Au 31 décembre 2016, les comptes d'ordre et divers se chiffrent à FCFA 338 millions contre FCFA 349 millions au 31 décembre 2015, soit une baisse de FCFA 11 millions.

Le détail du compte se présente comme suit :

INTITULÉS	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation +/-
Compte d'attente actif	89	180	-91
Charges à répartir	92	112	-20
Charges constatées d'avance	26	31	-5
Produits constatés d'avance	131	26	105
TOTAUX	338	349	-11

PASSIF

F02 - Dettes Interbancaires

Le montant total des dettes interbancaires est de FCFA 15 574 millions au 31 décembre 2016 contre un solde FCFA 8 466 millions une année plus tôt, soit une augmentation de FCFA 7 108 millions. Leur forte progression répond au besoin de ressources adéquates pour soutenir l'activité d'exploitation.

Le détail de l'évolution de la rubrique est le suivant :

INTITULÉS	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation +/-
Dettes interbancaires à vue	2 179	1 893	286
Dettes interbancaires à terme	13 395	6 573	6 822
Totaux	15 574	8 466	7 108

Le solde des dettes à vue est relatif aux prêts interbancaires et des facilités contractés auprès de la BOA et Orabank sur l'exercice 2016.

Les encours des emprunts BOAD, BAD et ResponsAbility se chiffrent respectivement à FCFA 5 949 millions, 1 435 millions et 2 657 millions.

G02 - Dettes à l'égard de la clientèle

Elles présentent un solde de FCFA 3 098 millions pour l'exercice 2016 contre un solde de FCFA 2 345 millions en 2015, soit une variation positive de FCFA 753 millions. Ce compte enregistre les dépôts de garantie reçus de la clientèle.

H35 - Autres Passifs

Le total des autres passifs est de FCFA 230 millions au 31 décembre 2016 contre un solde de FCFA 979 millions en 2015.

Le détail du compte se présente comme suit :

INTITULÉS	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation +/-
Créances rattachées sur les dépôts garantis reçus	0	8	-8
Créditeurs divers	230	897	-667
Comptes de valeurs à imputer CF et CB	0	74	-74
TOTAL	230	979	-749

L80 - Résultat de l'exercice après impôt

Le résultat de l'exercice 2016 qui ressort bénéficiaire de FCFA 406 millions en hausse de 155 millions par rapport à 2015.

Charges

Le total des charges au titre de l'exercice 2016 est de FCFA 4 686 millions.

Le produit net financier est en hausse de 557 millions, soit une hausse de 45,51% comparativement à l'année écoulée. Il se décompose comme suit :

RUBRIQUES	ANNÉES		ÉVOLUTION	
	2016	2015	MONTANT	%
Produits sur opérations de leasing	3 782	2 209	1 573	71,21%
Amortissement nets des équipements de leasing	2 210	1 272	938	73,74%
Marge sur opération de leasing	1 572	937	635	67,77%
Produits d'intérêts sur opérations de crédit	743	611	132	21,60%
Autres produits d'exploitation	102	147	-45	-30,61%
Total Produits d'exploitations	2 417	1 695	722	42,60%
Charges financières nettes	679	499	180	36,07%
Produits des placements	43	27	16	59,26%
Produits Nets	1 781	1 224	557	45,51%



Produits

Le total des produits pour l'exercice 2016 est évalué à FCFA 4 686 millions en augmentation par rapport à 2015 où il s'établissait à 3 088 millions.

VOI - Intérêts et produits assimilés

Les intérêts et produits assimilés s'établissent pour l'exercice 2016 à FCFA 786 millions contre FCFA 638 millions réalisés sur l'exercice précédent, soit une hausse de 23,20%. Ces intérêts se décomposent comme suit au 31 décembre 2016:

- ☑ Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires : FCFA 43 millions
- ☑ Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle : FCFA 743 millions.

Les intérêts acquis sur crédit à la clientèle

Les créances sur la clientèle ont connu une augmentation au cours du présent exercice passant de FCFA 609 millions au 31 décembre 2015 à FCFA 743 millions en 2016. Cette augmentation traduit l'accroissement du portefeuille au cours de l'exercice.

Le détail du poste se présente ainsi qu'il suit :

INTITULÉS	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation +/-
Intérêts acquis/Crédit CT	148	134	14
Intérêts acquis/Crédit MT	595	460	135
Intérêts acquis/Crédit LT	0	15	-15
Total	743	609	134

V5G - Produits sur crédit-bail et opérations assimilées

Au cours de l'exercice 2016, les produits sur crédit-bail et opérations assimilées ressortent à FCFA 3 782 millions contre un niveau de FCFA 2 209 millions en 2015. La hausse apparente de 2016 est essentiellement due à la hausse de l'activité crédit-bail en 2016 comparativement à 2015.

Le détail du solde des produits sur crédit-bail et opérations assimilées est le suivant :

INTITULÉS	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation +/-
Loyers de CB	3 229	1 836	1 393
Plus-value de cession	0	38	-38
Autres produits/CB	552	335	217
Totaux	3 782	2 209	1 572

W4R - Produits généraux d'exploitation

L'exercice 2016 présente des produits généraux d'exploitation bancaire d'un montant de FCFA 25 millions, montant en baisse de FCFA 68 millions comparativement à l'exercice précédent où ils étaient évalués à FCFA 93 millions. Ce poste est composé essentiellement des opérations hors exploitation au cours de la période sous revue.



RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 MARS 2017

01^{ème} RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité statutaires requises, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2016,

Approuve sans réserve lesdits rapports dans toutes leurs parties, et les états financiers de synthèse annuels dudit exercice, ainsi que les opérations traduites dans ces états ou résumés dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

02^{ème} RESOLUTION

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, donne quitus entier, définitif et sans réserve à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

03^{ème} RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité statutaires requises, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées traitées par les articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA portant sur les sociétés commerciales, et de l'article 25 des statuts de la société, approuve sans réserve l'ensemble des opérations visées dans ce rapport et donne décharge aux Commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mandat en 2016.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

04^{ème} RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, tenant compte des performances enregistrées et des résultats satisfaisants, décide d'allouer une indemnité spéciale de vingt millions aux membres du Conseil d'Administration.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

05^{ème} RESOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, après en avoir délibéré, approuve l'affectation des résultats de l'exercice 2016 comme ci-après (en millions de FCFA) :

BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE		406
RÉSERVE LÉGALE	-	61
REPORT À NOUVEAU ANTÉRIEUR	+	164
RÉSULTAT DISTRIBUABLE	=	509
DIVIDENDE À DISTRIBUER	-	230
SOLDE À REPORTER À NOUVEAU		279,35

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe en conséquence le dividende à cinq mille (5 000) Francs/CFA pour chacune des actions composant le capital social et y ayant droit du fait de leur date de jouissance. Les dividendes seront mis en paiement dans un délai de neuf (9) mois à compter de la clôture de l'exercice, soit le 30 septembre 2017.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

06^{ème} RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu les rapports du Conseil d'Administration sur la cooptation d'un Administrateur Indépendant, et sur le renouvellement du mandat arrivé à échéance de cinq Administrateurs, et sous réserve de l'obtention des autorisations requises le cas échéant :

- ☑ Nomme Mr Seth Célestin ABOH, en qualité d'Administrateur indépendant pour un mandat de (6) six ans ;

- ☑ Renouvelle le mandat des Administrateurs ci-dessous pour une durée de (6) six ans :

- Mr. Brahim ANANE;
- Mr. Abdoulaye Kouafilann SORY ;
- La société AfriCapital Partners ;
- La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC);
- Le Fonds Burkinabè de Développement Economique et Social (FBDES).

Les mandats susvisés prendront fin à l'issue de la session de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2022.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

07^{ème} RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration portant sur la désignation de deux (2) Commissaires aux Comptes (titulaire et suppléant), pour un mandat de trois (3) ans, renouvelable, et sous réserve de l'agrément de la Commission bancaire de l'UMOA, nomme en qualité de :

- ☑ Commissaire aux comptes titulaire : M. Koffi Kafui Houngues Agagnon, Expert-comptable et financier diplômé ; s/c CAFEC-KA ;
- ☑ Commissaire aux comptes suppléant : Cabinet Deloitte Côte d'Ivoire.

Leur mandat expirera à l'issue de la session statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2019.

Conformément à la réglementation bancaire applicable imposant aux établissements financiers à caractère bancaire totalisant 20 000 millions de total bilans sur deux exercices consécutifs à désigner deux commissaires aux comptes titulaires et deux autres commissaires aux comptes suppléants, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que les cabinets CACS et CEC-RMB, deviendront, à partir de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2017, les deux commissaires aux comptes suppléants, et le Cabinet Deloitte Côte d'Ivoire sera Co-commissaire aux comptes titulaire avec l'expert-comptable M. Koffi Kafui Houngues Agagnon pour le reste du mandat en cours.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

08^{ème} RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'autoriser l'émission sur le marché financier de l'UEMOA, en une ou plusieurs tranches, d'obligations non-convertibles et non-échangeables en actions pour un encours maximum de dix (10) milliards de FCFA, dans les proportions, sous les formes et aux époques, taux et conditions d'émission et d'amortissement jugés convenables par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, confère tous pouvoirs au Directeur général en vue de la réalisation de cette émission d'obligations non-convertibles et non-échangeables en actions dans un délai maximum de deux (2) ans.

Dans le cadre de ces opérations, l'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait de la présente résolution de ses délibérations pour dépôt au rang des minutes d'un notaire avec reconnaissance d'écritures et de signatures des membres du bureau de l'Assemblée et, plus généralement, pour effectuer tous dépôts et formalités conformément à la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

09^{ème} RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité statutaires requises, confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Ordinaire, tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires votant à main levée.

L'Assemblée Générale



POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Fidelis Finance est un Etablissement financier à caractère bancaire spécialisé autorisé par la BCEAO et inscrit sur la liste des établissements de crédit de l'UMOA sous le Code d'Identité Bancaire N° CO085 B. L'une de ses missions principales est de contribuer, grâce à son offre de produits financiers innovants et bien adaptés, au développement durable de l'économie à travers ses activités de financement des entreprises.

Sa vision est de devenir une institution financière de référence en matière de financement des entreprises au sein de l'UMOA. Cela passe par un engagement ferme à jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'une gestion environnementale responsable et d'un développement social durable. D'où l'adoption de la présente politique par laquelle nous faisons de la sauvegarde de l'environnement et des droits sociaux un critère important dans le choix des projets que nous finançons.

Dans le cadre de la réalisation de notre mission de soutien au développement d'une économie durable nous :

- ☑ Reconnaissons qu'une croissance économique saine ne peut se faire sans la conciliation et l'harmonisation des facteurs économiques, sociaux et environnementaux ;
- ☑ Marquons notre pleine adhésion aux principes et codes de gestion environnementale et sociale de notre pays d'implantation ;
- ☑ Acceptons les considérations environnementales et sociales comme un élément de la gestion des risques en matière d'investissements ;
- ☑ Souscrivons, dans le cadre de nos relations de partenariat avec les institutions internationales, aux meilleures pratiques ou références de standard internationaux, en matière de gestion environnementale et sociale, et applicables à notre activité ;
- ☑ Nous engageons à favoriser des comportements responsables et pertinents par l'information et la sensibilisation des membres du personnel, de nos clients et autres partenaires sur les aspects liés à l'environnement.



De ce fait, notre processus d'évaluation des risques va prendre en compte l'évaluation de l'impact environnemental et social des projets objet de nos concours.

L'adoption par le Conseil d'Administration de la présente déclaration de politique environnementale et sociale matérialise l'engagement de notre institution d'une part, à prendre en considération les aspects environnemental et social dans les décisions de financement et d'autre part, à porter une attention particulière aux financements d'investissements destinés à la protection de l'environnement.

La réalisation de ces objectifs induit pour notre institution, la mise en place d'un système de gestion environnemental et social (SGES), inspiré des meilleures pratiques internationales et conformes aux codes et règles nationaux. Ledit système comprend :

- ☑ une procédure d'identification et de gestion des risques environnementaux et sociaux ;
- ☑ une définition d'une liste des exclusions ;
- ☑ une définition d'un outil de reporting ;
- ☑ la désignation d'un responsable chargé de la mise en œuvre de la politique environnementale et sociale.

La mise à jour de cette politique ainsi que de ses outils de mise en œuvre se fait à chaque fois que de besoin et dans les mêmes conditions que les autres procédures de l'établissement.

Pour le Conseil d'Administration et suivant autorisation.

Abdoulaye K. SORY

Administrateur - Directeur Général





BURKINA FASO

🏠 1043, Avenue du Dr. Kwamé N'Krumah
01 B.P. 1913 Ouagadougou 01 - Burkina Faso
☎ Tél : +226 25 30 01 01
🌐 www.fidelis-finance.com

CÔTE D'IVOIRE

🏠 Cocody Danga, route du Lycée Technique
angle rue de la Canebière - 06 BP 1330 Abidjan 06
☎ Tél : +225 22 44 88 00
🌐 www.fidelis-finance.com